

**JOURNÉE D'ÉTUDES DU GROUPE DE RECHERCHE
« Mondes Caraïbes et Transatlantiques en Mouvement » (MCTM)¹
Avec le SOPHIAPOL, Université de PARIS OUEST**

**3 octobre 2018, Paris
FONDATION MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
54 Boulevard Raspail, Paris**

**Violences et contre-violences en contexte
(post)colonial et (post)esclavagiste
*Focus sur les révoltes anticoloniales
(Martinique – Guadeloupe – Madagascar)***

La violence est intrinsèque à la colonisation qui est l'une des formes de domination les plus coercitives allant bien au-delà de la fabrique du consentement, même si cette dernière intervient dans les processus de stabilisation de la relation d'assujettissement. Cette violence s'exerce sur les corps de manière brutale, dans l'ensemble des processus de disciplinarisation qu'exige le maintien d'un ordre essentiellement conquérant et hiérarchique, confinant à la déshumanisation et à l'animalisation du colonisé. Le premier empire colonial français installe la violence la plus totale au fondement même des sociétés esclavagistes des Amériques au travers de ce qu'Orlando Patterson (1982) a su désigner par la « mort sociale », cette impossibilité de tout maintien de soi antérieur à l'entreprise d'asservissement. La formation du second empire colonial à partir du milieu du 19^{ème} siècle, renouvelle d'autres formes de violences associées à la conquête de sociétés désormais menacées dans leur intégrité. Ces violences appellent forcément des formes de résistance par la violence, ce que nous voulons désigner par les « contre-violences » ou les multiples pratiques d'autodéfense, dont les formes les plus probantes sont les émeutes, révoltes et insurrections, la plupart se terminant par des massacres et des répressions de grande ampleur. Ce cycle de la violence ne s'arrête pas avec les abolitions et les décolonisations, mais se continue au-delà à partir du moment où les schèmes de la matrice originelle de la colonisation persistent, comme c'est le cas dans les Antilles françaises – Martinique, Guadeloupe – avec pour résultante la réactualisation des rapports sociaux fondés sur les clivages anciens. Cette journée d'études souhaite examiner cette violence dans ses manifestations plus ou moins récentes, en examinant plusieurs cas précis. Il s'agit d'orienter le questionnement dans deux directions :

¹ - Le groupe MCTM associe la Fondation Maison des Sciences de l'Homme Paris (FMSH) et l'UMR « Passages », CNRS, Université Bordeaux-Montaigne, en collaboration avec le CESSMA (Paris Diderot) et l'Université Paris1 Sorbonne (IREST). Il est également un partenaire de l'Institut du Tout-Monde

- Alors même que le « Tout-Fanon » a définitivement créé un espace de réflexion incontournable des situations de (post)colonialité, nous voulons plus simplement reprendre la problématique fondamentale que posent « Les Damnés de la terre » sur la violence, à savoir celle qui affirme que « le manichéisme du colon produit un manichéisme du colonisé » et qui fait qu'à la « théorie de 'l'indigène mal absolu' répond la théorie du 'colon mal absolu' » (Fanon, 1961, [2002], p. 89). L'anéantissement de la violence coloniale est-elle nécessairement dépendante de la répétition de cette violence fondatrice par les colonisés ? Cette question a déjà été abordée par Achille Mbembe lorsque celui-ci affirme que « chez Fanon, la mort représente la figure extrême et paradoxale du politique », ce qui lui apparaît aboutir inexorablement à « une politique de la vie étroitement dépendante de l'acte de donner la mort à l'ennemi ». D'où la recherche d'une sortie du « cul-de-sac fanonien » pour rompre ce cycle infernal et finir par faire émerger une « politique de la vie » (Mbembe, 2000, pp. xiv-xvi). A partir des exemples concrets mobilisés au cours de cette journée, nous voulons de nouveau aborder cette question des violences dans cette dimension inéluctable qui leur semble être attribuée. Ces ripostes à la violence sont-elles l'appropriation consciente des codes du « colon » ? Sont-elles un engrenage fatal vers la violence ? Sont-elles une issue déviée de « politiques de la vie » qui montrerait que le choix ne peut exister hors des cadres de la violence imposée ?

- Les révoltes anticoloniales examinées qui nous conduiront des Antilles à Madagascar, depuis le 19^{ème} siècle jusqu'aux années 1970, renvoient aujourd'hui à des cristallisations mémorielles où se lisent les termes de conflits non résolus : demandes de reconnaissance, de réparations, de commémorations. Nous souhaitons ici aborder ces rappels du passé dans le présent, non pas seulement sous l'angle de la fabrication mémorielle, mais aussi sous celle de ses enjeux. Nous voulons ici mettre à l'épreuve le postulat selon lequel le champ mémoriel et ses revendications reproduisent de manière feutrée des clivages continués où « la guerre » n'est jamais très loin. En ce sens, la lutte pour l'écriture des versions de l'histoire peut se révéler contenir également sa part de violence, elle-même liée à une histoire prolongée dans le présent. Cette violence qui agit dans le champ de la mobilisation des outils de la représentation symbolique est-elle abordable dans des termes équivalents à la violence physique ? L'une et l'autre de ces violences se font-elles écho ? L'une est-elle l'anticipation de l'autre au terme de résolutions symboliques toujours à venir ? La répétition de l'histoire sous des formes transfigurées mais néanmoins reconnaissables comme liées à une matrice originelle, ne préfigure-t-elle dans un mouvement permanent un cadre pour une violence endémique ?

FANON F., 2002 [1961], *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte

MBEMBE A., 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.

PATTERSON O., 1982, *Slavery and social death. A Comparative Study*, Cambridge, Harvard University Press.

Déroulement de la journée

- Cette journée d'étude est organisée par les membres de MCTM (Linda Boukhris, Paris 1 ; Christine Chivallon, CNRS "Passages" et FMSH ; Didier Nativel, CESSMA Paris-Diderot) et par Elsa Dorlin, Université Paris 8/Sophiapol Paris Ouest.

- Elle se déroulera à la FMSH de Paris le 3 octobre 2018, de 9h30 à 18H

Les intervenants (présence confirmée) sont :

- Yarimar Bonilla, anthropologue, Rutgers School of Arts and Sciences (New Jersey, US) : à propos du militantisme anticolonial à la Guadeloupe et des événements de 1967
- Christine Chivallon, anthropologue, CNRS, UMR « Passages » : à propos de l'insurrection de 1870 à la Martinique et la naissance d'une « République raciale »
- Elsa Dorlin, philosophe, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis/Sophiapol Université Paris Ouest ; à propos de la violence coloniale et de la généalogie de l'autodéfense politique.
- Didier Nativel, historien, Université Paris-Diderot et CESSMA : à propos de l'insurrection de 1947 à Madagascar, de sa répression et de son enjeu mémoriel actuel.
- Matthieu Renault, philosophe, Université de Paris 8, LLCP : à propos de la violence anticoloniale chez Frantz Fanon.
- Benjamin Stora, historien, Université Paris 13 et INALCO : à propos de La "Commission d'information et de recherche historique sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 en Guadeloupe et en Guyane, et de mai 1967 en Guadeloupe"

Discutants :

- Maboula Soumahoro, civilisationniste, spécialiste des luttes pour l'égalité « raciale », Université de Tours.
- Jean-Christophe Goddard, philosophe, spécialiste des pensées philosophiques européennes

Contacts :

Christine chivallon : christine.chivallon@cnrs.fr

Elsa Dorlin : elsadorlin@gmail.com